



MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Cahier des Clauses Administratives Particulières n° 25MA42037

Pouvoir adjudicateur

Agence de l'eau Rhin-Meuse

Adresse : Chemin du Longeau BP 30019 57160 ROZERIEULLES

Téléphone : +33387344700

Télécopie : +33387604985

Représentant du pouvoir adjudicateur

Monsieur le Directeur Général de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse

Maître d'œuvre

Service Assistance Technique Maintenance (SATM)

Objet du marché

**Réfection des étanchéités de la toiture terrasse du bâtiment Rhin et
de la terrasse accessible du bâtiment Longeau**

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| 1.Préambule..... | 5 |
| 2.Objet du marché – Dispositions générales..... | 5 |
| 2.1 - Objet du marché..... | 5 |
| 2.2 - Représentation des parties..... | 5 |
| 2.3 - Sous-traitance..... | 5 |
| 2.4 - Forme des notifications et informations au titulaire..... | 6 |
| 2.5 - Ordre de service..... | 6 |
| 2.6 - Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel..... | 6 |
| 2.7 - Traitement des données..... | 7 |
| 2.8 - Maîtrise d'œuvre..... | 8 |
| 2.9 - Contrôle technique..... | 8 |
| 2.10 - Prévention des risques..... | 9 |
| 2.11 - Études d'exécution..... | 9 |
| 2.12 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du Chantier..... | 9 |
| 2.13 - Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail..... | 9 |
| 2.14 - Modalités, formats et caractéristiques des documents..... | 9 |
| 2.15 - Modification du marché..... | 9 |
| 3.Développement durable : dimension sociale..... | 9 |
| 3.1 - Insertion sociale..... | 9 |
| 3.2 - Conditions d'exécution sociale..... | 11 |
| 4.Développement durable : dimension environnementale..... | 13 |
| 5.Durée du marché – Délais d'exécution – Reconduction..... | 14 |
| 5.1 - Période de préparation..... | 14 |
| 5.2 - Durée et délai d'exécution..... | 14 |
| 5.3 - Reconduction..... | 14 |
| 6.Pièces constitutives du marché..... | 14 |
| 7.Prix – Variation des prix..... | 14 |
| 7.1 - Forme des prix..... | 15 |
| 7.2 - Variation de prix..... | 15 |
| 7.3 - Diminution du montant des travaux..... | 15 |
| 8.Retenue de garantie..... | 15 |
| 9.Avance..... | 16 |

| | |
|---|-----------|
| 9.1 - Modalités de règlement de l'avance..... | 16 |
| 9.2 - Modalités de résorption de l'avance..... | 16 |
| 10.Règlement des comptes..... | 16 |
| 10.1 - Demandes de paiement..... | 16 |
| 10.2 - Paiement des sous-traitants..... | 17 |
| 10.3 - Délais de paiement et intérêts moratoires..... | 18 |
| 11.Délais d'exécution..... | 18 |
| 11.1 - Délais d'exécution des travaux..... | 18 |
| 11.2 - Prolongation des délais d'exécution..... | 18 |
| 12.Pénalités et primes..... | 19 |
| 12.1 - Pénalités – Dispositions générales..... | 19 |
| 12.2 - Pénalités de retard..... | 19 |
| 12.3 - Pénalités de retard dans la remise de documents..... | 19 |
| 12.4 - Pénalités pour absence aux réunions de chantier..... | 19 |
| 12.5 - Pénalités pour manquement aux obligations environnementales..... | 20 |
| 12.6 - Pénalités pour inobservation de la clause d'insertion sociale et de promotion de l'emploi..... | 20 |
| 12.7 - Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal..... | 20 |
| 13.Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits | 20 |
| 13.1 - Provenance des matériaux et produits..... | 21 |
| 13.2 - Mise à disposition de lieux d'extraction ou d'emprunt..... | 21 |
| 13.3 - Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits..... | 21 |
| 14.Préparation, coordination et exécution des travaux..... | 21 |
| 14.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux..... | 21 |
| 14.2 - Découverte de réseaux mal connus ou mal répertoriés..... | 22 |
| 14.3 - Mesure d'ordre social – Lutte contre le travail dissimulé..... | 22 |
| 14.4 - Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers..... | 22 |
| 14.5 - Prévention des risques..... | 24 |
| 14.6 - Gestion des déchets de chantier..... | 25 |
| 15.Contrôles, réception et garanties des travaux..... | 26 |
| 15.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux..... | 26 |
| 15.2 - Réception..... | 26 |
| 15.3 - Documents fournis après exécution..... | 26 |
| 15.4 - Garantie(s)..... | 27 |

| | |
|--|-----------|
| 15.5 - Assurances..... | 27 |
| 16.Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles..... | 30 |
| 17.Résiliation – Mesures coercitives..... | 30 |
| 17.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général..... | 30 |
| 17.2 - Résiliation du marché aux torts du titulaire..... | 30 |
| 17.3 - Mesures coercitives..... | 31 |
| 18.Dispositions en cas d'intervenants étrangers..... | 31 |
| 19.Obligations du titulaire relatives à la main d'œuvre et aux conditions de travail..... | 32 |
| 20.Déroations aux documents généraux..... | 32 |

1. Préambule

1. Le pouvoir adjudicateur est représenté par le Directeur Général de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, ou son représentant.

2. Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter.

2. Objet du marché – Dispositions générales

2.1 Objet du marché

Les prestations du présent marché ont pour objet : **Réfection des étanchéités de la toiture terrasse du bâtiment Rhin et de la terrasse accessible du bâtiment Longeau.**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Lieu d'exécution des prestations : Rozérieulles.

2.2 Représentation des parties

Conformément à l'article 3.3 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le maître d'ouvrage désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à l'engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

2.3 Sous-traitance

En complément des dispositions des articles R. 2193-3 et suivants du Code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en

correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître d'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître d'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non production de cette copie de la caution au représentant du maître d'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies à l'article *Résiliation du marché aux torts du titulaire* ci-dessous, résiliation du marché.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du Code du travail.

2.4 Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations, le pouvoir adjudicateur communiquera par échanges dématérialisés dans les conditions suivantes : via la Plateforme des Achats de l'État (PLACE) ou par mail.

2.5 Ordre de service

Conformément aux dispositions des articles 2 et 3.8 du CCAG Travaux, les ordres de service seront écrits, datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage. Le titulaire devra en accuser réception datée.

Les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification du marché en termes de délai d'exécution, de durée ou de montant font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage. La justification de la validation est jointe à l'ordre de service notifié par le maître d'œuvre. A défaut, le titulaire n'est pas tenu de l'exécuter.

2.6 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel

Le titulaire ainsi que l'acheteur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

2.7 Traitement des données

Dans le cadre du marché, le titulaire doit mettre en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur :

- Le titulaire devra s'assurer de la réalisation du traitement des données dans les conditions suivantes :
Le titulaire s'engage à garder confidentiel l'ensemble des documents ou informations auxquels il aura accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.
L'Agence et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le RGPD.
Le titulaire (sous-traitant au sens de la réglementation précitée) est autorisé à traiter pour le compte du Responsable de traitement de l'agence de l'eau Rhin-Meuse (le Directeur général de l'établissement) les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations. Pour l'exécution de ces prestations, l'Agence met à la disposition du titulaire les informations nécessaires à sa mission.
- Les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier sont les suivantes :
Le titulaire doit informer l'acheteur de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer
- Les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées sont les suivantes :
Le titulaire dispose des droits relatifs à ses données à caractère personnel, notamment d'information, d'accès et de rectification. Pour les exercer, il peut contacter la Délégation à la protection des données de l'établissement :
 - Par mail : protection.donnees@eau-rhin-meuse.fr
 - Par voie postale (avec copie de votre pièce d'identité en cas d'exercice de vos droits) :
Délégation à la protection des données
Agence de l'eau Rhin-Meuse
Route de Lessy - 57160 Rozérieulles .Le titulaire peut également introduire une réclamation auprès de la CNIL.
- Les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations sont les suivantes :
Dans le cas où une Convention RGPD s'avère nécessaire, ces mesures seront énoncées dans cette Convention qui sera adaptée à la prestation et établie selon le modèle joint au présent CCAP. Cette Convention sera signée avec le titulaire, à la notification pour définir les obligations respectives des parties en matière de sécurité et de protection des données à caractère personnel. Pour se faire, le titulaire doit mentionner dans son offre l'identité de son Délégué à la Protection des Données ou a minima les coordonnées d'un référent à contacter pour toutes questions sur la

protection des données.

- La durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché sont les suivantes :

L'agence de l'eau Rhin-Meuse conserve à des fins d'archivage les dossiers administratifs et financiers :

- 5 ans pour les candidatures et offres non retenues
- 10 ans pour les marchés relatifs à des prestations de service, prestation d'études et achats fournitures courantes
- 150 ans pour les prestations intellectuelles ouvrant droits d'auteur
- Durée de vie du bâtiment pour tous marchés de travaux

Au terme de la prestation relative au traitement de ces données ou au plus tard au terme de la durée du contrat, le titulaire s'engage à détruire de manière irréversible toutes les données à caractère personnel. Une fois celles-ci détruites, le titulaire justifie par écrit de la destruction.

En cas de méconnaissance de la réglementation relative au traitement des données par le titulaire, il sera fait application d'une ou de plusieurs pénalité(s) selon les modalités suivantes : Le titulaire qui méconnaît la réglementation encourt la résiliation du marché, sans qu'il soit nécessaire d'appliquer des pénalités au préalable.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché pourra être résilié pour faute.

2.8 Maîtrise d'œuvre

Les fonctions de maître d'œuvre, externes au maître d'ouvrage, sont assurées par SATM.

Le maître d'œuvre est chargé des éléments de mission suivants :

- Des études avant-projet définitif (APD).
- De l'assistance pour la passation des marchés publics de travaux (ACT).
- Des études d'exécution partielles et du visa des études d'exécution réalisées par les entreprises.
- De la direction de l'exécution des travaux (DET).
- De l'assistance aux opérations de réception des travaux (AOR).
- De l'ordonnancement, pilotage et coordination des travaux (OPC).

2.9 Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique.

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

- L : Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
- S : Conditions de sécurité des personnes dans les constructions (SH, STI ou SEI)
- P1 : Solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
- Th : Isolation thermique et aux économies d'énergie
- LE : Solidité des existants

2.10 Prévention des risques

Le présent marché est soumis aux dispositions prévues aux articles R.4511-1 à R.4514-10 du Code du travail.

2.11 Études d'exécution

Les études d'exécutions des ouvrages suivantes seront exécutées par l'entrepreneur ; elles seront visées par le maître d'œuvre avant tout début d'exécution

2.12 Ordonnancement, Pilotage et Coordination du Chantier

L'Ordonnancement, le Pilotage et la Coordination du Chantier sont assurés par le maître d'œuvre.

2.13 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

2.14 Modalités, formats et caractéristiques des documents

Conformément à l'article 29.1 du CCAG Travaux, tous les documents transmis pendant l'exécution du marché, s'ils sont transmis sous forme papier, doivent être fournis au maître d'œuvre en trois exemplaires, dont un sur support en permettant la reproduction.

2.15 Modification du marché

Le marché peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

3. Développement durable : dimension sociale

3.1 Insertion sociale

Conformément aux articles L.2112-2 du Code de la Commande Publique et 20.1 du CCAG Travaux, il est prévu que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociale et/ou professionnelles. Leur mise en œuvre s'effectue dans les conditions prévues ci-après :

- **Profils de publics éligibles à la clause d'insertion : Les publics appelés à bénéficier de ce dispositif sont les suivants :**

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
 - les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
 - les bénéficiaires de minimas sociaux, en particulier les Allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA), de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité ;
 - les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
 - les demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
 - les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
 - les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), ou d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « École de la 2ème chance » ;
 - les personnes ayant le statut de réfugiés ou bénéficiaires de la protection subsidiaire.
- En outre, le facilitateur (désigné ci-après) peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé de France Travail, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) ou des Missions Locales.

Périmètre de l'action à réaliser, modalités de mise en œuvre et globalisation des heures d'insertion : Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- **1ère modalité** : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion ou une entreprise adaptée ;
- **2ème modalité** : le recours à une structure de l'insertion par l'activité économique mentionnée à l'article L.5132-4 du Code du Travail afin de réaliser une prestation complémentaire liée à l'exécution du marché (exemple à titre indicatif : nettoyage, gardiennage, blanchisserie...)
- **3ème modalité** : la mise à disposition de salariés (l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une entreprise de travail temporaire, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire) ;
- **4ème modalité** : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché (contrat à durée indéterminée, contrat à durée déterminée, contrats en alternance).

Les entreprises attributaires concernés par la clause d'insertion et de promotion de l'emploi devront déterminer les modalités de sa mise en œuvre en accord avec le facilitateur.

En cas de sous-traitance, le titulaire échangera avec l'acheteur et le facilitateur quant à la répartition de la volumétrie d'insertion dans un objectif d'une due répartition de celle-ci. En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

- **Intervention d'un facilitateur** : Afin de faciliter la mise en œuvre de cette clause, le facilitateur, nommé ci-dessous, apportera à la demande du titulaire, une assistance à ce dernier pour arrêter les modalités d'exécution, l'assister dans la recherche de bénéficiaires en fonction des tâches confiées et accompagner la démarche des candidats auprès du titulaire.

Le facilitateur vérifiera notamment, en amont de la signature des contrats de travail, l'éligibilité des candidats au regard de la présente clause.

A titre indicatif, la personne ressource en la matière est :

ELIPS

- Entreprise Lorraine d'Insertion et de Prestations Spécialisées -
11, rue du Stade - 57270 UCKANGE

Chargée de mission - Facilitatrice des Clauses Sociales : Mme Stéphanie JACOB

Tel : 07.86.57.07.77

sjacob@elips57.fr

• **Modalités de calcul de l'obligation**

L'obligation faite s'exprime en nombre d'heures.

Elle est calculée par le facilitateur sur la base du montant prévisionnel du marché :

| |
|--|
| <p>Nombre d'heures minimum d'insertion à réaliser : 70 heures</p> |
|--|

3.2 Conditions d'exécution sociale

• **Globalisation des heures d'insertion**

La globalisation des heures d'insertion est possible :

Si, sur le territoire d'ELIPS, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Elle est mise en œuvre à la suite de la demande du titulaire et vise à la réalisation de prestations conformes aux différents marchés des différents acheteurs concernés.

Elle intervient dans l'intérêt conjoint d'entreprises attributaires de plusieurs marchés comportant des clauses sociales d'insertion et dans celui des participants aux clauses sociales, dont le parcours d'insertion est ainsi plus susceptible de s'inscrire dans la durée et la qualité.

La globalisation implique de respecter une concordance entre la durée d'exécution du contrat public et les dates du ou des contrat(s) de travail des personnes éligibles à cette condition d'exécution. S'il n'y a pas de concomitance entre l'espace temporel du marché concerné et du contrat de travail de la personne en insertion, la globalisation ne peut pas

être valorisée sur le dit marché.

Au niveau du décompte, les heures d'insertion sont affectées à chacun des marchés concernés, à due proportion.

Le facilitateur est garant du reporting. La demande peut être déclarée recevable sur la base des critères suivants :

- Si la mesure est favorable au salarié en insertion
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

• **Sous-traitance**

En cas de sous-traitance, le titulaire échangera avec l'acheteur et le facilitateur quant à la répartition de la volumétrie d'insertion dans un objectif d'une due répartition de celle-ci. En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

• **Comptabilisation des heures d'insertion, de formation, et durée d'éligibilité des salariés en insertion**

A compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois.

- Cas particulier d'embauche en CDI et de prolongation de l'éligibilité :

Dans l'intervalle temporel de réalisation du contrat public, si dans la continuité d'un contrat à durée déterminée ou d'une mise à disposition, l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, les heures de travail réalisées par le salarié seront comptabilisées au titre des heures d'insertion dues par l'entreprise pendant 12 mois de plus que les 24 mois habituels, dans la limite de 36 mois.

Dans tous les cas (prolongation éligibilité avec CDI, globalisation, etc.), la comptabilisation des heures ne peut intervenir que dans l'intervalle temporel du contrat public.

- Comptabilisation des heures de formation :

Les heures de formation sont comptabilisées dans le décompte des heures d'insertion si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, Contrat d'Insertion Professionnel Intérimaire (CIPI), Contrat de Développement Professionnel Intérimaire (CDPI), Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI)).

En revanche, les périodes de formation ou de stage ne sont pas comptabilisées en amont de l'embauche (PMSMP, stages etc.).

Néanmoins, lorsque la formation, notamment sous forme de POEC/POEI ou CIPI (Contrat d'Insertion Professionnelle Intérimaire, assurés et financés directement par le secteur du travail temporaire), a pour objectif de permettre à ces personnes d'accéder à un emploi, notamment dans le cadre de clause sociale, le temps de formation initiale, antérieur au contrat de travail, peut être comptabilisé, à certaines conditions :

- L'entreprise est mobilisée dès l'entrée en POEC/POEI/CIPI, accueille la personne lors des périodes pratiques de la formation.
- La comptabilisation des heures de formation intervient à la suite du recrutement, voir à l'issue de la fin de la période d'essai
- La valorisation des heures de formation intervient dans une limite de 10% des heures d'insertion réalisées dans le cadre du marché.

• **Difficultés éventuelles de réalisation**

Le titulaire notifie à l'acheteur et au facilitateur toute difficulté pour assurer son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'acheteur et le facilitateur, étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

- En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander à l'acheteur la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.

- En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, l'acheteur annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale.

Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure en cause correspondent à celles prévues au marché. Par ailleurs, la durée de la mesure en cause doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (par exemple, date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le référent désigné par l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, ci-après, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

En cas de non-respect de la clause d'insertion sociale et de ses modalités d'exécution, des pénalités seront applicables (voir Article « *Pénalités* »).

4. Développement durable : dimension environnementale

L'Agence de l'eau souscrit à une démarche environnementale et écoresponsable sur son Eco'Parc. Le titulaire doit donc, dès la prise en charge du site, mettre en place et adopter une organisation et un fonctionnement privilégiant le respect de cette démarche.

Les conditions d'exécution à caractère environnemental et les spécifications techniques sont décrites au CCTP.

5. Durée du marché – Délais d'exécution – Reconduction

5.1 Période de préparation

La durée de la période de préparation est de 2 mois.

5.2 Durée et délai d'exécution

La durée du marché ainsi que le délai d'exécution sont de 6 mois et débutent **à compter de la notification du marché**.

La période de préparation est comprise dans ce délai d'exécution.

5.3 Reconduction

Le marché ne sera pas reconduit.

6. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement, **qui sera remis au seul attributaire**, et ses éventuelles annexes financières, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi.

L'acte d'engagement, qui sera uniquement remis à l'attributaire, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021).
- L'offre technique du titulaire.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

7. Prix – Variation des prix

Les prix du marché sont mentionnés hors TVA.

Conformément à l'article 9.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les

dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe sur la valeur ajoutée. Les prix tiennent notamment comme incluses :

- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après :
 - Nombre de jours de gel à -10° entre 7 heures et 20 heures constaté pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique le plus proche et qui a été atteint au moins deux fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la consultation.
 - La hauteur cumulée des précipitations mesurée pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique le plus proche et qui a été atteinte au moins deux fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la consultation.
 - La hauteur cumulée des couches de neige pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique le plus proche et qui a été atteinte au moins deux fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la consultation.
 - Le poste météorologique de référence est celui de Metz-Frescaty

Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses et marge visées à l'article 9.1.2 du CCAG Travaux.

7.1 Forme des prix

Les travaux faisant l'objet du marché sont réglés par application d'un prix global et forfaitaire.

7.2 Variation de prix

Les prix du marché sont fermes.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du règlement de la consultation.

Ce mois est appelé « *mois zéro* ».

7.3 Diminution du montant des travaux

En cas de diminution du montant des travaux par rapport au montant contractuel, il sera fait application des dispositions de l'article 15 du CCAG Travaux.

8. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque demande de paiement dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article R. 2191-33 du Code de la commande publique, lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du même code, le taux de retenue de garantie est de 3 %.

Le titulaire pourra remplacer la retenue de garantie par une garantie à première demande.

L'acheteur accepte qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au titulaire du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ou garantie ne seront libérées qu'un mois après la date de la levée effective de ces réserves.

9. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

9.1 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie le cas échéant.

9.2 Modalités de résorption de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC du marché selon la formule suivante :

$$\text{Montant de la résorption} = \text{Montant de l'avance} \times (\% \text{ avancement des Prestations} - 65) / 15$$

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC des prestations du marché.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitant).

10. Règlement des comptes

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG Travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

10.1 Demandes de paiement

10.1.1 Demande de paiement d'acomptes

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG Travaux, l'état d'acompte sera notifié au titulaire par le maître de l'ouvrage au plus tard lors du règlement de l'acompte si le projet de

décompte mensuel remis par le titulaire a été modifié.

10.1.2 Demande de paiement finale

En application de l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final, simultanément au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

10.1.3 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : 18570301400018.

10.2 Paielement des sous-traitants

Le paiement du sous-traitant ayant droit au paiement direct s'effectue dans les conditions prévues notamment aux articles L. 2193-10 et R. 2193-10 du Code de la commande publique.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement, en LR/AR, libellée au nom du pouvoir adjudicateur et accompagnée des factures au titulaire du marché. Il transmet également copie de ces pièces à l'Agence de l'eau.

Pour permettre la vérification des sommes à payer directement au sous-traitant et pour assurer l'établissement des acomptes correspondants, le représentant du pouvoir adjudicateur transmet sans délai, copie des factures reçues au titulaire du marché. Cette transmission est sans conséquence sur le délai prévu par l'article R. 2193-12 du Code susvisé pour la vérification de la demande de paiement.

Le titulaire du marché adresse de façon concomitante au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur, par tout moyen permettant de déterminer date certaine, sa décision concernant la demande de paiement et indiquant la somme à régler par l'Agence à chaque sous-traitant concerné, cette somme tenant compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et incluant la TVA, étant entendu que sans réponse de sa part dans les 15 jours à réception de l'AR visé au 2^{ème} alinéa, les prestations sont réputées acceptées et seront réglées par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant.

Le paiement des sommes dues au sous-traitant fera l'objet d'un virement administratif.

10.2.1 Paielements des membres d'un groupement

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement. L'acceptation d'un règlement à chacun des membres solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à

l'indication dans le projet de décompte de la somme à prélever sur celles qui sont dues au titulaire ou au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée.

Le paiement du sous-traitant sera effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant, au maître d'ouvrage et libellée en son nom, ou, de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées aux articles R. 2193-10 à R. 2193-22 du Code de la commande publique. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours du contrat et pour solde du contrat de sous-traitance.

10.3 Délais de paiement et intérêts moratoires

Les délais dont dispose le maître d'ouvrage pour procéder au paiement sont fixés à 30 jours. Le défaut de paiement des avances, des acomptes ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

11. Délais d'exécution

11.1 Délais d'exécution des travaux

Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont définies au CCTP.

11.2 Prolongation des délais d'exécution

Dans le cas :

- D'un changement du montant des travaux ou d'une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages ;
- D'une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus ;
- D'une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier ;
- D'un ajournement de travaux décidé par le représentant du pouvoir adjudicateur ;
- D'un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du maître de l'ouvrage ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché, les dispositions de l'article 19.2 du CCAG Travaux sont seules applicables.

Conformément au premier alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés. Cette prolongation est notifiée à l'entrepreneur par un ordre de service qui en précise la durée, laquelle est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément aux dites dispositions.

12. Pénalités et primes

12.1 Pénalités – Dispositions générales

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

12.2 Pénalités de retard

Des pénalités seront appliquées en cas de retard dans l'exécution des prestations.

L'acheteur invitera, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précisera le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard seront appliquées suivant la formule suivante.

Conformément aux dispositions de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, en cas de retard dans l'exécution des travaux, il est appliqué une pénalité journalière de 1/3000 hors taxes de l'ensemble du montant du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire sera exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble du marché.

Conformément à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

12.3 Pénalités de retard dans la remise de documents

En cas de retard dans la remise des documents d'exécution, il est appliqué une pénalité journalière de 1/3000 hors taxes de l'ensemble du marché.

En cas de retard dans la remise du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE), il est appliqué une pénalité journalière de 1/3000 hors taxes de l'ensemble du marché.

12.4 Pénalités pour absence aux réunions de chantier

En cas d'absence du titulaire à une réunion de chantier, il est appliqué une pénalité forfaitaire de 100 € hors taxes.

12.5 Pénalités pour manquement aux obligations environnementales

En application de l'article 20.2.3 du CCAG Travaux, en cas de non-respect des obligations définies dans les CCTP, le titulaire se verra appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité forfaitaire de 100 € hors taxes.

12.6 Pénalités pour inobservation de la clause d'insertion sociale et de promotion de l'emploi

Les pénalités sont les suivantes :

✦ Pénalité pour non-respect de la clause d'insertion sociale :

En application des dispositions de l'article 20.1.5 du CCAG Travaux, en cas de non-respect de la clause d'insertion sociale, et suite à une mise en demeure restée infructueuse, une pénalité forfaitaire d'un montant de 60 € nets par heure d'insertion non réalisée sera appliquée.

✦ Pénalité en cas d'absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause sociale :

En cas d'absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion, le titulaire se voit appliquer, après avoir été mis en demeure de justifier son absence, une pénalité forfaitaire de 100 € nets.

✦ Pénalité relative à la non-transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle : en cas de non-transmission, transmission partielle ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle (notamment justificatifs d'éligibilité des publics et justificatifs des missions confiées et heures réalisées), le titulaire se voit appliquer, pour chaque manquement, et après avoir été mis en demeure d'y remédier, une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 € nets par jour calendaire de retard.

12.7 Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, dans le cas où le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, il encourt une pénalité égale à 10 % du montant du contrat, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

13. **Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits**

L'ensemble des cahiers des charges, DTU, des règles de calcul, des cahiers des clauses spéciales rendus obligatoires par décrets ou normes européennes reconnues s'appliquent au marché.

13.1 Provenance des matériaux et produits

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

13.2 Mise à disposition de lieux d'extraction ou d'emprunt

Le maître d'ouvrage ne mettra pas à disposition du titulaire de lieux d'extraction ou d'emprunt.

13.3 Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

13.3.1 Vérifications, essais et épreuves sur le chantier

Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG Travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier, sont applicables au présent marché, étant précisé que le CCTP définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG.

Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par le maître d'œuvre.

13.3.2 Vérifications, essais et épreuves en amont du chantier

Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par le maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés sur justificatifs ;
- S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le maître d'ouvrage.

14. **Préparation, coordination et exécution des travaux**

14.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation. Elle est comprise dans le délai d'exécution.

Sa durée est de 2 mois à compter du début de ce délai d'exécution.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Par les soins du maître d'œuvre :
 - Les études de synthèse ayant pour objet d'assurer pendant la phase d'études d'exécution la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'état, dans le respect des dispositions architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet. Elles se traduisent par les plans de synthèse qui représentent, au niveau du détail, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations.
- Par les soins du titulaire :
 - Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme des études

d'exécution, dans le délai de 15 jours à compter du début de cette période.

- Établissement des Déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT) et le cas échéant établissement des relances selon les prescriptions du Code de l'environnement.

En cas de retard dans le démarrage des travaux ou dans l'exécution de ceux-ci dû à un défaut de réception suite à relances fondées, le titulaire ne subira pas de préjudice sous réserve que ce dernier apporte la preuve que les prescriptions du code visé ci-dessus ont bien été respectées.

Dans ce cas, le titulaire pourra être indemnisé des frais réels occasionnés par ce retard sur présentation de tous justificatifs demandés par le maître d'ouvrage.

- Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du visa du maître d'œuvre (dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG Travaux).
- Établissement et remise au maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article *Documents nécessaires à l'exécution des ouvrages*,

14.2 Découverte de réseaux mal connus ou mal répertoriés

En cas d'arrêt des travaux suite à la découverte de réseaux non connus ou mal repérés ou branchement non affleurant, le titulaire ne subira pas de préjudice et pourra être indemnisé des frais réels occasionnés par cet arrêt sur présentation de tous justificatifs demandés par le maître d'ouvrage.

14.3 Mesure d'ordre social – Lutte contre le travail dissimulé

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier sera celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne pourra excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

Le titulaire devra remettre au maître d'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG Travaux.

14.4 Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

14.4.1 Emplacement des installations de chantier

Les emplacements nécessaires seront mis gratuitement à la disposition du titulaire, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux, dans les conditions suivantes : Emplacement base vie et dépôt de matériel.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par le titulaire.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

14.4.2 Laboratoire et bureau du chantier

L'entrepreneur n'aura pas la charge d'installer :

- un laboratoire de chantier équipé des appareils nécessaires aux essais sur place prévus au CCTP.
- un bureau avec téléphone pour le maître d'œuvre et le coordonnateur sécurité santé, cette construction devant être meublée, éclairée et chauffée. Le bureau doit disposer d'un fax, d'une ligne téléphonique ainsi que d'une salle de réunion suffisante pour que chacun exerce sa mission dans de bonnes conditions.

14.4.3 Emplacements gratuits pour dépôts provisoires de déblais ou de terre végétale

Aucun emplacement gratuit ne sera mis à la disposition du titulaire. Celui-ci devra se procurer à ses frais et risques, dans les conditions de l'article 31.2 du CCAG, les emplacements nécessaires aux dépôts provisoires ou définitifs des déblais et/ou des terres végétales.

14.4.4 Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque membre du groupement s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du maître d'ouvrage.

Les mesures ci-après, concernant la sécurité et la santé sont prises par les intervenants conformément aux articles L. 4211-1 et 2, L. 4531-1 à 3 et L. 4532-1 à 18 et R. 4532-1 à 4533-7 du Code du travail.

•Locaux pour le personnel :

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs et répondent aux normes sanitaires de la législation en vigueur sur le territoire français.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

•Voies et réseaux divers :

En application des articles R. 4533-1 et suivants du Code du travail, lorsqu'un chantier excède un coût de 760 000 euros, le maître de l'ouvrage prévoit une voie d'accès au chantier, ainsi que le raccordement à des réseaux de distribution électrique et d'eau potable ; il prévoit aussi l'évacuation des matières usées conformément aux règlements sanitaires.

À titre exceptionnel, des dérogations peuvent être accordées, à la demande du Maître

d'ouvrage par le Directeur départemental du travail et de la main d'œuvre, sous réserve de la mise en œuvre de mesures compensatrices d'hygiène et de sécurité.

14.4.5 Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu conformément à l'article 28.5 du CCAG Travaux.

Le maître d'œuvre, le titulaire ou chacun des membres (en cas de groupement), signeront les nouveaux éléments du registre de chantier lors de chaque réunion de chantier.

14.5 Prévention des risques

L'exécution du présent marché est soumise aux dispositions des articles R.4511-1 à R.4514-10 du Code du travail.

Le maître d'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention définies ci-après. Cependant chaque chef d'entreprise reste responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection de son personnel.

14.5.1 Obligation d'information préalable à l'inspection des sites

Le titulaire doit transmettre par écrit au maître d'ouvrage au plus tôt et avant toute intervention sur les sites de cette dernière :

- La date d'intervention sur le site ;
- La durée prévisible de la ou des interventions ;
- Le nombre prévisible de salariés devant intervenir ;
- Les noms et qualifications de la personne chargée de diriger l'intervention ;
- Les noms et références des sous-traitants et l'identification des prestations sous-traitées.

Il informera par ailleurs le maître d'ouvrage de l'intervention de tout nouveau salarié en cours d'exécution des prestations.

14.5.2 Inspection conjointe préalable des lieux d'intervention

Une inspection commune des lieux de travail, des installations et des matériels éventuellement mis à la disposition du prestataire est effectuée préalablement à l'exécution de l'opération conformément aux dispositions de l'article R.4512-2 à 5 du Code du travail.

Au cours de cette inspection, le maître d'ouvrage ou son représentant, communique au titulaire ou à son représentant habilité conformément aux dispositions de l'article R.4511-9 du Code du travail les consignes de sécurité applicables à l'opération qui concerneront ses salariés à l'occasion de leur travail ou déplacements.

Ils se communiquent par ailleurs toutes les informations nécessaires à la prévention des risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et matériels des différentes entreprises présentes sur un même lieu d'intervention.

14.5.3 Analyse préalable des risques

À l'issue de cette inspection et au vu des informations et éléments recueillis, le maître d'ouvrage ou son représentant et le titulaire ou son représentant procèdent en commun à une analyse des risques pouvant résulter de l'intervention sur les sites du maître d'ouvrage.

14.5.4 Plan de prévention

Un plan de prévention est établi par écrit et arrêté conjointement par le maître d'ouvrage et le titulaire avant tout commencement d'exécution des prestations conformément aux dispositions des articles R.4512-6 à 11 du Code du travail.

14.5.5 Obligations du titulaire ou de son représentant

Le titulaire ou son représentant doit, avant tout commencement d'exécution des prestations et sur les lieux même de leur intervention, faire connaître à l'ensemble des salariés et sous-traitants affectés à la réalisation de la prestation les consignes de sécurité applicables qui lui ont été communiquées par le maître d'ouvrage.

Le titulaire informe par ailleurs de ces consignes tout nouveau salarié ou sous-traitant intervenant dans les locaux du maître d'ouvrage en cours d'exécution de la prestation.

14.5.6 Inspections et réunions périodiques

Si, en cours d'exécution des prestations, un plan de prévention est arrêté conformément aux dispositions de l'article R.4512-7 du Code du travail, le maître d'ouvrage ou son représentant à son initiative ou à la demande des chefs d'entreprises extérieures, organise s'il l'estime nécessaire des inspections et réunions périodiques afin d'assurer la coordination des mesures de prévention.

Les chefs d'entreprises convoqués ou leurs représentants sont tenus d'assister aux inspections ou réunions auxquelles ils ont été convoqués.

Les mesures prises à l'occasion de cette coordination font l'objet d'une mise à jour du plan de prévention.

14.6 Gestion des déchets de chantier

14.6.1 Principes généraux :

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que producteur de déchets et du titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

14.6.2 Contrôle et suivi des déchets de chantier

Conformément à l'article 36.2 du CCAG Travaux, le titulaire communique au maître d'ouvrage, pendant la période de préparation du marché ou à défaut dans un délai de deux mois à compter de sa notification, un schéma d'organisation et de gestion des déchets précisant notamment la méthode de prévention de la production des déchets, la méthode de tri, les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets, la traçabilité des déchets, les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

Afin que le maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier. Ainsi, le titulaire remet au

maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

En cas d'absence de production des éléments mentionnés ci-dessus, le titulaire se verra appliquer, après mis en demeure restée infructueuse, une pénalité forfaitaire d'un montant de 1000 € HT.

Lorsqu'il aura été constaté que le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, après mise en demeure adressée au titulaire par le maître d'ouvrage et restée sans effet, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

15. Contrôles, réception et garanties des travaux

15.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages sont prévus par le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les dispositions du 4 de l'article 24 du CCAG Travaux et de l'article *Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits* relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

Le maître d'ouvrage ou son représentant sur proposition du maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché.

Les premiers essais, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage ou son représentant seront à la charge du maître d'ouvrage. Tous les suivants, qui s'avèreraient nécessaires si les précédents n'étant pas satisfaisants, seront à la charge du titulaire ; le programme ainsi que l'organisme chargé de les réaliser seront, dans chaque cas, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

15.2 Réception

Les dispositions de l'article 41 du CCAG Travaux sont seules applicables.

15.3 Documents fournis après exécution

Le titulaire remet au maître d'œuvre, lorsqu'il demande la réception des travaux, l'ensemble des éléments constitutifs des dossiers des ouvrages exécutés (DOE). La remise des documents est à réaliser à la date de demande de réception par le titulaire.

L'ensemble des DOE comprennent notamment :

- Les plans d'exécution conformes à la réalisation ;
- Les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre ;
- Les spécifications de pose ;
- Les notices de fonctionnement ;

- Les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre ;
- Les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements ;
- Les constats d'évacuation des déchets ;
- Les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'œuvre.

L'ensemble des documents sont à remettre par l'entrepreneur au maître d'ouvrage dans les délais prévus à l'article *Pénalités pour retard dans la remise des documents*.

Les documents doivent être remis sur deux clés USB au maître d'œuvre sous un format numérique conforme au format et avec les caractéristiques suivantes : fiches techniques au format .pdf, plans aux formats .dwg et .pdf, et sous format papier au contrôleur technique et au coordonnateur SPS.

15.4 Garantie(s)

Le délai de garantie est fixé conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG Travaux.

15.5 Assurances

15.5.1 Assurances du titulaire

Le titulaire du marché doit avoir justifié, au moment de la consultation et de la signature du marché, conformément aux prescriptions du règlement de la consultation relatif au présent marché, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire des contrats d'assurances visés ci-dessous.

En tout état de cause, si les attestations n'ont pas été demandées ou produites à ces divers stades, ou si l'ayant été, elles doivent être à nouveau produites (attestation se révélant incomplète, report de la date d'ouverture du chantier, ...), elles devront être transmises dans le délai de quinze (15) jours de la notification du marché et avant tout début d'exécution. Elles devront préciser la nature des risques couverts et les montants de garantie.

• Assurance de responsabilité civile professionnelle :

Le titulaire du marché doit justifier – au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation – de la signature du marché, puis, en cours d'exécution, des travaux, si le chantier dure plus d'une année civile, et qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou membres du groupement, si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels, consécutifs ou non, causés aux tiers, y compris au maître d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Il devra produire cette attestation en cours d'exécution des travaux si le chantier dure sur plusieurs années civiles, au plus le 15 janvier de la nouvelle année civile.

En cas de retard dans la transmission des attestations, il sera fait application d'une pénalité de retard dans les conditions définies à l'article *Retard dans la transmission de l'attestation d'assurance*.

Le contrat comportera des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus qui

ne pourront, en tout état de cause, être inférieurs à :

1) Responsabilité civile professionnelle en cours de travaux :

Entreprises :

- Gros-œuvre (montant de garantie par sinistre) :
 - Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs : 7 600 000 €
 - Immatériels purs ou non consécutifs : 3 000 000 €
- Second-œuvre et lots techniques (montant de garantie par sinistre) :
 - Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs : 4 500 000 €
 - Immatériels purs ou non consécutifs : 1 500 000 €

2) Responsabilité civile professionnelle Après Travaux :

Le titulaire doit posséder, en outre, des garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant après les travaux, et pour un montant minimum de 3 000 000 € par année d'assurance.

3) Justificatifs d'assurance :

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

• Assurance de responsabilité civile décennale :

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le titulaire et s'il y a lieu les membres du groupement et leurs sous-traitants, doivent avoir souscrit à leur frais et justifier au moyen d'une attestation et mentionnant les activités garanties, l'assurance couvrant la responsabilité civile décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792-à 1792-6 et 2270 du Code Civil.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture de chantier quelle que soit la date d'intervention de l'entrepreneur.

Le titulaire et les membres du groupement font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Les entreprises seront également tenues contractuellement de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code Civil.

15.5.2 Assurances du maître d'ouvrage

• Assurance Tous Risques Chantier :

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police tous risques chantier.

- Assurance Dommages – Ouvrage :

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police dommages ouvrage.

15.5.3 Dispositions diverses

- Absence ou insuffisance de garantie du titulaire :

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

De même, le titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

- Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage :

La souscription par le maître d'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées à l'article *Assurance des travaux* ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et s'il y a lieu les membres du groupement et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire et s'il y a lieu les membres du groupement renoncent à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de ces polices.

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire et s'il y a lieu les membres du groupement est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

- Sinistres :

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire et s'il y a lieu les membres du groupement ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

Le titulaire ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages - ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

L'entrepreneur supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature dans la réalisation desquels travaux et prestations objet du marché seraient impliquées et qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres intervenants sur le même chantier.

L'entrepreneur s'engage en conséquence à garantir, à raison des dommages visés à l'alinéa ci-avant, le maître d'ouvrage, son mandataire, ses représentants et son personnel, contre tout recours qui pourrait être exercé à leur encontre de ce chef, à l'indemniser de la totalité des préjudices résultant pour eux des faits susmentionnés et à renoncer à exercer contre

eux, y compris leurs assureurs, toutes action ou réclamation.

Les principes visés aux alinéas ci-avant s'appliquent y compris lorsque les travaux ont fait l'objet d'une réception et pour l'ensemble des dommages causés aux tiers qu'ils soient ou non apparents lors de la réception des travaux.

16. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 53.3 du CCAG Travaux seront applicables.

17. Résiliation – Mesures coercitives

Les dispositions des articles 49 à 52 du CCAG Travaux sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoute la disposition suivante :

17.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50.4 du CCAG Travaux, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 50.4 du CCAG Travaux, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

17.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 50.3 du CCAG Travaux avec les précisions suivantes :

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation ;
- En complément à l'article 50.3 du CCAG Travaux, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques ;
- En cas de non-respect, par le titulaire ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations visées à l'acte d'engagement et relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du code du travail, et après mise en demeure restée sans effet, le

marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, le titulaire ou le cotraitant dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

En cas d'inexactitude des renseignements fournis au sein de la candidature et des renseignements mentionnés aux articles D 8254-2 à 5 du code du travail fournis par le titulaire ou l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante sera, résilié sans mise en demeure à leur frais et risques.

17.3 Mesures coercitives

Dispositions particulières relatives à la défaillance du mandataire solidaire d'un groupement conjoint :

Par dérogation et en complément des articles 52.7.2 et 52.7.3 du CCAG Travaux, lorsque le mandataire solidaire est défaillant dans ses fonctions de coordination du groupement, si les autres membres du groupement ne désignent pas parmi eux le nouveau mandataire solidaire, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité soit :

- De prononcer la résiliation pour faute de la totalité du marché ;
- De laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire ;
- De prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

18. **Dispositions en cas d'intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro (€). Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°..... du ayant pour objet »

*Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.
Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »*

19. Obligations du titulaire relatives à la main d'œuvre et aux conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions internationales du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander, à tout moment pendant l'exécution du marché, les documents justifiant que le titulaire respecte les obligations mentionnées ci-dessus.

Il appartient au titulaire de transmettre au pouvoir adjudicateur, tous les six (6) mois et jusqu'à la fin du marché, les documents suivants :

- Les documents attestant qu'il est en règle du paiement de ses cotisations sociales (*attestations datant de moins de six mois*) ;
- La liste des salariés étrangers, en application des articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail qui mentionnera, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation du travail.

Afin de simplifier et de sécuriser les démarches administratives du titulaire, l'Agence de l'eau Rhin-Meuse met gracieusement à sa disposition une plate-forme en ligne : www.e-attestations.com qui lui permettra de déposer l'ensemble des documents administratifs précités. Pour ce faire, le moment venu, le titulaire se verra adresser une clé d'identification pour accéder à cette plate-forme, y déposer les documents nécessaires et suivre leurs mises à jour. L'Agence de l'eau n'acceptera donc pas d'autres modes de transmission des pièces précitées.

Par ailleurs, dans le cadre de ses engagements en matière de responsabilité sociétale des entreprises (RSE), l'Agence de l'eau Rhin-Meuse souhaite affiner l'évaluation RSE de ses tiers. Cette démarche est automatiquement réalisée, postérieurement à l'attribution du marché, via la plate-forme E-Attestations. Aussi, le titulaire pressenti sera également **invité à compléter le questionnaire de maturité de sa démarche RSE** accessible en ligne sur la plateforme.

20. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG Travaux par les articles correspondant cités ci-après du CCAP :

- À l'article 4.1 par l'article *Pièces constitutives du marché*

- À l'article 12.2.2 par l'article *Demande de paiement d'acomptes*
- À l'article 19.2.1 par l'article *Pénalités de retard*
- À l'article 28.2.2 par l'article *Période de préparation – Programme d'exécution des travaux*
- À l'article 52.1 par l'article *Résiliation du marché aux torts du titulaire*
- Aux articles 52.7.2 et 52.7.3 par l'article *Mesures coercitives*